

PÉROU: ACTION LETTRE POUR LES « VICTIMES D'ANDAHUAYLAS »

L'IMPUNITÉ NE DOIT PAS GAGNER !

Au moins six personnes ont été tuées lors de manifestations liées à la crise sociopolitique dans le sud du Pérou en décembre 2022. Au moins quatre d'entre elles ont été exécutées de manière extrajudiciaire. Les incidents n'ont pas encore fait l'objet d'une enquête.

Dans la région d'Apurímac au Pérou, les proches des personnes assassinées et gravement blessées lors de la répression policière des manifestations du 10 au 12 décembre 2022 dans la ville d'Andahuaylas et les villages alentours se sont organisés et ont créé l' *Asociación de víctimas de Andahuaylas* (Association de victimes d'Andahuaylas). Ils réclament principalement que leurs cas ne restent pas impunis.

Les autorités péruviennes n'ont pas garanti une véritable participation des victimes et de leurs proches aux enquêtes menées par le bureau du procureur général. Elles ont également manqué à leur devoir de mandater des enquêtes promptes, impartiales, indépendantes et approfondies.

De plus, elles n'ont fourni qu'une assistance médicale et un soutien psychosocial limités aux victimes de la répression et à leurs familles. Les violations des droits humains que ces dernières ont subies continuent d'engendrer de lourdes conséquences émotionnelles.

PASSEZ À L'ACTION : DÉFENDEZ LES DROITS DES VICTIMES D'ANDAHUAYLAS !

■ **Veillez écrire une lettre courtoise** en espagnol, anglais ou allemand **au procureur général péruvien Javier Pacheco**.

Demandez-lui d'écouter les victimes et de veiller à ce que les enquêtes pénales en cours sur les décès et les blessures infligées durant les manifestations ne rencontrent pas d'obstacles; qu'elles soient menées de manière rapide et indépendante; et qu'elles incluent des preuves concrètes à l'encontre des commandants et autres haut gradés qui pourraient porter des responsabilités. L'impunité ne doit pas gagner.

→ **Formule d'appel** : Estimado Procurador General / Dear General Prosecutor / Monsieur le Procureur général,

→ **Modèle de lettre en français** à la page suivante.

→ Un **modèle de lettre en anglais** est à disposition **en ligne sur amnesty.ch** :

- <https://www.amnesty.ch/fr/pays/ameriques/perou/docs/2024/action-lettre-pour-les-victimes-de-repression>
- <https://www.amnesty.ch/fr/participer/ecrire-des-lettres/lettres-contre-l-oubli/docs/2024/juin>
- Ou mettez les mots clés pour la recherche: 🔍 le **titre** de cet article ou le **nom de la personne**.

→ **Frais d'envoi - Pérou**: CHF 2.50

LETTRE COURTOISE À

Procurador General del Estado
Javier Alonso Pacheco Palacios
Fiscalía de la Nación
Av. Abancay cdra. 5, (Sede Central)
Lima
PERÚ

E-mail: lbenavides@mpfn.gob.pe

COPIE À

Ambassade du Pérou
Jungfraustrasse 30 (= nouvelle adresse)
3005 Berne

Fax: 031 351 85 70
E-mail: info@embaperu.ch

Procurador General del Estado
Javier Alonso Pacheco Palacios
Fiscalía de la Nación
Av. Abancay cdra. 5, (Sede Central)
Lima
PERU

Concerne : «Asociación de víctimas de Andahuaylas»

Monsieur le Procureur général,

Au moins six personnes ont été tuées et de nombreuses autres grièvement blessées lors de manifestations liées à la crise sociopolitique dans le sud du Pérou en décembre 2022. Les forces de sécurité ont violemment réprimé les manifestations dans la ville d'Andahuaylas et dans le village voisin de Chincheros. Au moins quatre des victimes ont été exécutées de manière extrajudiciaire. Ces incidents n'ont pas encore fait l'objet d'une enquête.

En réaction à ces violences, les proches des victimes ont fondé une organisation, l'*Asociación de víctimas de Andahuaylas*, avec pour principale revendication que les actions des forces de sécurité ne restent pas impunies. À ce jour, les autorités n'ont pas veillé à ce que les victimes et leurs familles soient impliquées de manière significative dans les enquêtes menées par le Bureau du Procureur général, ni à ce que ces enquêtes soient menées de façon rapide, impartiale, indépendante et approfondie.

Je me tourne donc vers vous pour vous demander d'écouter les victimes, et de veiller à ce que l'enquête pénale en cours sur les morts et les blessés lors des manifestations à Andahuaylas soit menée rapidement et de manière indépendante. Toutes les personnes impliquées doivent être tenues responsables.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Procureur général, à l'expression de ma haute considération.

Copie:

Ambassade du Pérou, Jungfraustrasse 30, 3005 Berne / Fax: 031 351 85 70 / E-mail: info@embaperu.ch

ARABIE SAOUDITE / NIGERIA: ACTION LETTRE POUR SULAIMON OLUFEMI

LE CITOYEN NIGÉRIEN CONDAMNÉ À MORT EN 2005 DOIT ÊTRE GRACIÉ !

Sulaimon Olufemi, un citoyen nigérian, risque d'être exécuté en Arabie saoudite après avoir été condamné à mort à l'issue d'un procès manifestement inéquitable en 2005.

Sulaimon Olufemi fait partie d'un groupe de travailleurs migrants originaires de plusieurs pays africains qui avaient été arrêtés en septembre 2002 à l'issue d'un conflit entre des habitant·e·x·s et des travailleurs migrants qui avait abouti à la mort d'un policier. Sulaimon Olufemi a toujours clamé son innocence.

Après son arrestation, il a été contraint de laisser ses empreintes digitales en guise de signature sur des documents rédigés en arabe, une langue qu'il ne comprend pas. Sulaimon Olufemi a déclaré avoir été torturé lors des interrogatoires. Le procès s'est déroulé en arabe, sans interprétation ni traduction des documents judiciaires. Le prévenu n'avait pas non plus de représentation juridique.

Alors que 11 de ses coaccusés ont été libérés en avril 2017 après avoir purgé leur peine de 15 ans de prison, Sulaimon Olufemi est toujours en prison et risque d'être exécuté.

En octobre 2021, la famille du policier tué a exigé une soi-disant diya (compensation financière). S'il paye cette diya, Sulaimon Olufemi pourrait échapper à son exécution. Cependant, ni lui, emprisonné depuis plus de 20 ans, ni sa famille au Nigeria n'ont les moyens de payer les deux millions de riyals exigés (presque 500'000.-CHF).

_ Consulter l'article en ligne (en anglais) : [Sulaimon Olufemi: Forgotten on death row in Saudi Arabia](#) (Amnesty UK / August 20, 2020)

PASSEZ À L'ACTION : DÉFENDEZ LES DROITS DE SULAIMON OLUFEMI !

■ Veuillez écrire une lettre courtoise en arabe, anglais ou français au roi saoudien.

Demandez au roi de gracier Sulaimon Olufemi après plus de 20 ans de prison.

Demandez-lui également d'ouvrir une enquête indépendante sur les allégations de torture et de mauvais traitements et de veiller à ce que Sulaimon Olufemi ait accès à un avocat de son choix.

→ **Formule d'appel** : Your Excellency / Sire, (« Votre Majesté » dans la lettre)

→ **Modèle de lettre en français** à la [page suivante](#).

→ Un **modèle de lettre en anglais** est à disposition **en ligne sur [amnesty.ch](#)** :

- <https://www.amnesty.ch/fr/pays/moyen-orient-afrique-du-nord/arabie-saoudite/docs/2024/action-lettre-pour-sulaimon-olufemi>
- <https://www.amnesty.ch/fr/participer/ecrire-des-lettres/lettres-contre-l-oubli/docs/2024/juin>
- Ou mettez les mots clés pour la recherche: 🔍 le **titre** de cet article ou le **nom de la personne**.

→ **Frais d'envoi – Arabie saoudite et Nigeria**: CHF 2.50

LETTRE COURTOISE À

His Majesty
King Salman Bin Abdul Aziz Al Saud
The Custodian of the two Holy Mosques
Office of His Majesty the King
Royal Court
Riyadh
SAUDI-ARABIA / Arabie saoudite

COPIE À

Ambassade du Royaume d'Arabie Saoudite
Kirchenfeldstrasse 64
3005 Berne
Fax: 031 351 45 81
E-mail: cemb@mofa.gov.sa ; saudia.be@bluewin.ch

His Excellency
Bola Ahmed Adekunle Tinubu
President of Nigeria
Aso Rock Presidential Villa
Three Arms Zone
Federal Capital Territory
Abuja
Nigeria

Ambassade de la République Fédérale du Nigeria
Zieglerstrasse 45
3007 Berne
Fax: 031 384 26 26
E-mail: Nigeria.Berne@foreignaffairs.gov.ng ; info@nigerianbern.org

His Majesty
King Salman Bin Abdul Aziz Al Saud
The Custodian of the two Holy Mosques
Office of His Majesty the King
Royal Court
Riyadh
SAUDI-ARABIA

Concerne : Sulaimon Olufemi

Sire,

Je vous écris car je souhaite vous faire part de ma vive préoccupation au sujet du citoyen nigérian Sulaimon Olufemi qui risque d'être exécuté dans votre pays après avoir été condamné à mort en 2005.

Sulaimon Olufemi faisait partie des centaines de travailleurs migrants qui ont été arrêtés en septembre 2002 à la suite d'un différend qui a entraîné la mort d'un policier saoudien. En mai 2005, Sulaimon Olufemi a été condamné à mort. Il a affirmé avoir été torturé lors des interrogatoires.

Sulaimon Olufemi est toujours incarcéré dans la prison de Dhaban et clame son innocence. Cependant, ses recours légaux ont été épuisés.

Je vous demande donc poliment de gracier Sulaimon Olufemi qui a déjà purgé 20 ans de prison.

Veillez également organiser une enquête indépendante sur les allégations de torture et de mauvais traitements, et veiller à ce que Sulaimon Olufemi ait régulièrement accès au conseil juridique de son choix.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Votre Majesté, à l'expression de ma haute considération.

Copies:

Ambassade du Royaume d'Arabie Saoudite, Kirchenfeldstrasse 64, 3005 Berne
Fax: 031 351 45 81 / E-mail: cemb@mofa.gov.sa ; saudia.be@bluewin.ch

His Excellency, Bola Ahmed Adekunle Tinubu, President of Nigeria,
Aso Rock Presidential Villa, Three Arms Zone, Federal Capital Territory, Abuja, Nigeria

Ambassade de la République Fédérale du Nigeria, Zieglerstrasse 45, 3007 Berne
Fax: 031 384 26 26 / E-mail: Nigeria.Berne@foreignaffairs.gov.ng ; info@nigerianbern.org